

III 21. 1933

(d.) 337A) 1933
III 21 1933

PROF. DR. I. N. ANGELESCU

BIBLIOTECA
N. r.

LA POLITIQUE
ECONOMIQUE
DE LA
GRANDE-ROUMANIE

 BIBLIOTECA
3658
MINISTERULUI
ECONOMIEI NATIONALE

BUCAREST
Imprimerie "POPORUL", Boulevard Elisabeta, 27

BIBLIOTECA C.C.P.M.R.
1919
INV. Nr. PRIX 2 LEI

Biblioteca Centrală Universitară
"Carol I" București

75 395

Cota 75 395

h64/09

BCU – Bucuresti



C20093699

BIBLIOTECA C.C.P.M.R.
(d.) etc. 1633
F. Sec. V

BIBLIOTECA
3658
MINISTERULUI
ECONOMIEI NATIONALE

III 21.193.

Inv. 130077/60

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE LA GRANDE-ROUMANIE

& I. Principes conducteurs.

Les hommes politiques sont souvent forcés d'éviter les réponses claires et décisives, même lorsqu'ils voient le chemin que doit suivre la politique économique de leur pays. Les intérêts privés d'une classe sociale peuvent empêcher l'action politique la plus parfaite. Aussi rempli et général que soit le programme économique d'un parti politique, qui peut nier que sa force créatrice ne s'étaye de la puissance d'une classe sociale déterminée.

L'homme de science, l'économiste, a le devoir de répondre sans hésitation aux problèmes qui sont de son domaine, de frapper sans ménagement les groupements politiques qui font dévier le peuple de la vraie voie que l'intérêt de son existence lui impose, de prêter son appui aux bonnes actions, d'affronter les mau-

BIBLIOTECA C.C.P.M.R.
INV. Nr. _____

vais penchants même de la grande masse, parce que la science ne vise pas la popularité, mais la vérité.

Aujourd'hui, après la formidable secousse subie par les consciences et les établissements matériels des peuples, les lois sociales et économiques semblent ne plus avoir la stabilité nécessaire, et leurs sciences semblent perdre de leur autorité. Nous ne devons pas éluder cette situation; des réponses doivent être données justement aux questions principales.

Rien n'a été changé dans les principes fondamentaux de la science et de la politique économique, mais ils se sont avérés encore plus par des expériences inconnues auparavant. Seules, les modalités de la mise en action de ces principes sont plus nombreuses et plus compliquées. Il faut du temps pour les faire connaître aux masses. Celui qui demeure perplexe devant les modalités si variées de la politique économique et juge la science économique d'après quelques-unes de ses applications isolées, celui-là n'est pas économiste, mais un empiriste qui se contente de «philosopher sur l'instabilité des phénomènes de la vie».

Une politique économique doit utiliser au maximum et avec optimité les riches-

ses du pays et l'énergie du peuple. Ceci ne peut se faire qu'en nous soumettant à certaines lois imposées par la vie économique même, dans chaque étape de son développement.

Ceci étant, pour faire voir les fils conducteurs de la politique économique de la Grande-Roumanie, nous devons savoir

1. Quelles sont les sources des richesses dans la Grande-Roumanie.

2. Quelles sont les possibilités d'application des forces de notre peuple.

3. Quel système d'activité s'impose dans l'état de développement économique auquel nous sommes arrivés.

Dans les réponses à ces questions, relatives à notre politique économique, nous devons tenir compte que :

1. Toute richesse est estimée sous le jour de sa valeur mondiale.

2. L'énergie d'un peuple, qui ne vit pas isolé dans le monde, peut être utilisée seulement avec la technique la plus perfectionnée du temps.

3. Les systèmes d'activité économique ont une origine nationale, mais deviennent internationaux sitôt qu'ils donnent de bons résultats; de sorte que nous pouvons créer de meilleurs systèmes, mais en général, nous ne pouvons pas nous sous-

traire aux systèmes qui régissent la vie économique mondiale.

Dans ce qui suit, nous tâcherons de montrer en première ligne quelles sont les sources de notre richesse nationale, non pas pour faire une évaluation statistique, mais plutôt pour montrer leur valeur relative, afin que cela puisse décider de la direction de notre politique économique.

§ 2. Sources de richesses du sol.

Sur la superficie totale du sol de la Grande-Roumanie, 25.667.770 hectares sont cultivables et 7.019.075 sont couverts de forêts.

On doit ajouter à ces étendues les terrains inondables, source future de riche production agricole, et les étangs poissonneux.

La superficie agricole est répartie d'après les régions de la façon suivante:

Roumanie ancienne	9.973.663 ha.	
Transylvanie	5.501.438	»
Bessarabie	3.617.480	»
Banat (entier)	2.083.954	»
Crishana (sans les départements hongrois)	1.956.044	»
Maramuresh	1.526.622	»
Bucovine	1.008.570	»

La superficie boisée se présente comme suit :

Ardeal, Banat, Crishana et Maramuresh	4.200.000 ha.
Roumanie ancienne	2.086.185 »
Bucovine	469.890 »
Bessarabie	263.000 »

De toutes les cultures faites sur la superficie agricole de la Grande-Roumanie, les céréales occupent la première place. C'est avec ces produits que nous nous sommes présentés auparavant et que nous présenterons encore sur le marché mondial.

Elles formeront encore longtemps le principal surplus de revenus résulté du labeur de notre peuple et c'est avec ce surplus que nous payerons à d'autres peuples ce qui nous manque.

Il a été cultivé en céréales, avant la guerre, dans toutes les régions roumaines, une superficie de 13.642.545 ha., à savoir :

Roumanie ancienne, approx.	5.443.380 ha.
Ardeal, Banat et les autres régions rou- maines de l'ancien- ne Hongrie	» 5.274.631 »
Bessarabie	» 2.539.227 »
Bucovine	» 385.307 »

Ces superficies se maintiendront, à peu

l'augmentation de notre production agricole par le relèvement du rendement actuel et par l'utilisation des terrains inondables.

Sous quelle forme nous devons nous présenter sur le marché international avec notre disponible en céréales, nous le verrons après avoir examiné les possibilités d'industrialiser la Grande-Roumanie.

Notre terrain agricole permet néanmoins d'autres cultures aussi. Dans leur situation actuelle elles ne peuvent former une disponibilité de l'économie nationale roumaine, mais seulement des facteurs indispensables à cette économie. Notre préoccupation à cet égard doit être de satisfaire à la consommation intérieure. Sitôt que cette consommation n'est pas satisfaite et qu'une importation intervient, il s'ensuit des difficultés anormales dans les conditions d'existence du peuple et des charges injustifiées de l'économie nationale. Il en résulte qu'une protection consciente est nécessaire même pour certaines cultures agricoles, pour un temps déterminé.

* * *

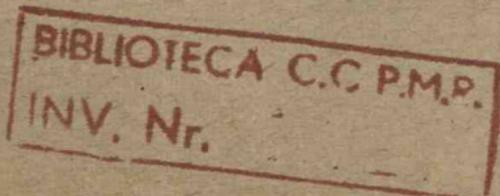
Une source future de richesse, disponible pour être mise en valeur sur le marché mondial, ce sont les animaux et les produits animaux. Les vastes pâturages des

BIBLIOTECA C. C. R. M.

deux versants des Carpathes nous indiquent la politique que nous devons suivre à cet égard. Celui qui voit clair et loin comprend bien que notre préoccupation ne doit pas se borner à la baisse du prix de la viande, qui n'atteindra plus jamais, — ce qui ne serait même pas rationnel — les prix d'avant-guerre. La production abondante d'une marchandise peut ne pas faire baisser les prix sur le marché intérieur, mais déterminer d'une manière décisive toute la vie économique d'un peuple.

Notre stock de bétail est réduit ; dans certaines régions et pour certaines espèces il est même épuisé. Une économie dans la consommation, afin de reconstituer le noyau pour chaque espèce, et ensuite une mise en valeur au maximum des animaux, s'imposent.

Le poisson peut aussi former à l'avenir une richesse disponible pour le marché mondial. Jusqu'à présent c'est à peine si 20.000.000 de Kgr. en ont été pêchés annuellement dans l'ancien royaume et 10.000.000. en Bessarabie. C'est un défaut capital d'exploitation et d'administration de cette richesse, aggravé maintenant par la guerre. Rien que pour la consommation de la Grande-Roumanie, que l'exploitation et l'administration de cette richesse doivent



être revues de façon fondamentale. Mais, les étangs de l'ancien royaume et ceux de la Bessarabie donnent les plus grandes espérances et nous imposent donc des devoirs plus impérieux.

* * *

Par rapport à la production du sol, nous pouvons nous présenter aujourd'hui même sur le marché international avec une grande quantité de *bois*.

En supposant une augmentation annuelle seulement de $1,5 \text{ m}^3$ par ha. et si nous n'exploitions que cette augmentation, pour conserver le boisement actuel, nous pourrions obtenir chaque année $10\frac{1}{2}$ mil. de m^3 ou 450.000 wagons. Sur cette quantité, en défalquant environ $3\frac{1}{2}$ mil. m^3 . pour la réparation des voies et des installations, et $4\frac{1}{2}$ millions de m^3 pour constructions et chauffage à l'intérieur du pays, il nous resterait une disponibilité de presque $2\frac{1}{2}$ mil. de m^3 . c. à d. plus de 100.000 wagons.

Plus nous tâcherions d'avoir cette disponibilité en bois ouvré au lieu de bois brut, plus la valeur de ces chiffres s'élèverait.

Un vaste champ pour industrialiser les produits du sol de la Grande-Roumanie s'ouvre devant la génération future. Pour

ce faire, il faut remplir certaines conditions naturelles que présente la Grande-Roumanie, mais que, séparément, ne présentait aucune des régions roumaines réunies aujourd'hui en un seul pays.

§ 3. Les sources d'énergie.

La chaîne entière des Carpathes est aujourd'hui en la possession du peuple roumain. Les Carpathes sont le point de départ des sources d'énergie qui sont en état de mettre en mouvement tout le mécanisme de la production la plus développée.

La force motrice, ainsi que la lumière et la chaleur qui complètent celles du soleil, y prennent leur source. La vie matérielle même de la race roumaine est en liaison étroite avec cette source d'énergie des Carpathes.

Le Pétrole.

Le progrès dans la production économique moderne est basé, entre autres et particulièrement, sur l'application de la force motrice en général. La source de cette force est procurée en première ligne par le pétrole, qui, par ses multiples applications accessoires, jusque dans l'alimentation même, est devenu aujourd'hui la

marchandise internationale la plus recherchée.

Le rôle enviable que la nature nous a réparti, au milieu des peuples contemporains, peut être constaté aussi par le fait que nous sommes parmi les premiers pays du monde en ce qui concerne la production de pétrole, et que nous venons en seconde ligne, après les États-Unis d'Amérique, en ce qui concerne son exportation et celle de ses dérivés. Ayant conscience de ce que nous possédons, nous ne devons pas hésiter à montrer la politique économique qui nous convient.

Jusqu'à l'heure présente, le pétrole a été trouvé seulement sur la pente des Carpathes de l'ancien royaume. Une superficie pétrolifère de 2500 ha. est exploitée. Toutefois, le terrain reconnu pétrolifère est de 20000 ha. D'après certaines études scientifiques, sans qu'une constatation de fait ait eu lieu jusqu'aujourd'hui, nous aurions une étendue de 150.000 Ha. de terrain pétrolifère.

La production de pétrole qui a pu être obtenue jusqu'au dernier temps normal a été approximativement de 2 millions de tonnes, soit 200.000 wagons. Sur cette quantité, la consommation intérieure de l'ancien royaume prenait presque la moitié, et il

restait donc disponible pour l'exportation un peu plus de 100.000 wagons. Pour que cette disponibilité soit maintenue dans la Grande-Roumanie, la production doit être intensifiée d'au moins la quantité suffisante à couvrir les besoins des régions ralliées.

En ce qui concerne la mise en valeur la plus avantageuse du disponible, celui-ci ne doit sortir du pays que *sous forme de dérivés du pétrole*. Devant le bouleversement des valeurs causé par la guerre, on ne peut apprécier aujourd'hui la valeur de cette richesse avec laquelle nous nous présentons sur le marché international. Néanmoins, étant donnés les prix auxquels sont vendus aujourd'hui les produits pétroliers, prix qui semblent être à la hausse, notre exportation de pétrole vaudrait environ 3 à 400.000.000 de francs, en valeur française.

L'exploitation du pétrole en Roumanie est faite à l'aide d'un capital y investi de 400.000.000 lei, dont 10 % roumain et 90 % étranger. En ce qui concerne la production, les entreprises roumaines étant minimes et à moyens restreints, représentent à peine 4 % de la production totale.

Telle est la situation. Quels sont les changements à faire, on le verra plus loin lorsque nous montrerons quels doivent

être les principes de notre politique économique en face du capital étranger.

Le Charbon.

Les pays les plus avancés de l'Europe, telle l'Angleterre, par exemple, ont basé toute leur industrie sur la force motrice procurée par le charbon. L'avenir de ces pays dépend de l'existence du charbon dans leur pays. C'est pourquoi, une vraie consternation générale eut lieu lorsque certains hommes de science prédirent l'épuisement du charbon dans un délai relativement bref. Indifféremment si ce délai est exact ou non, le fait est que la politique économique des pays producteurs de charbon tend à économiser autant que possible cette source d'énergie et à la remplacer par une autre force motrice dont la source serait inépuisable ou qui offrirait des perspectives plus vastes pour l'avenir.

Quelle est la situation de la Grande-Roumanie à cet égard?

Avons-nous aujourd'hui un pays producteur de charbon?

La plus grande quantité de charbon est fournie jusqu'à présent par l'Ardeal, et en général par la pente du nord-ouest des Carpathes. Des mines de charbon de l'Ardeal on extrait normalement environ

2 $\frac{1}{2}$ millions de tonnes de charbon de terre, auxquelles on pourrait ajouter 780.000 tonnes de charbon de pierre.

Les exploitations de charbon de l'ancien royaume ont donné jusqu'à présent à peu près 250.000 tonnes de lignite annuellement auxquelles on peut ajouter 7.200 tonnes d'anthracite de Schela.

Nous aurions donc en général, dans la Grande-Roumanie, une production annuelle totale d'environ 3 à 3 $\frac{1}{2}$ millions de tonnes de charbon.

Nous ne pouvons savoir exactement si d'autres mines de charbon ne seront pas découvertes dans le rayon de notre pays. D'après les études scientifiques toutefois, faites jusqu'à ce jour, la réserve probable de charbon dans nos mines serait de 800 millions de tonnes, dont 300 millions en Ardeal et Banat. Ceci veut dire que nous aurions du charbon, avec l'exploitation et les besoins actuels, à peu près pour deux siècles.

Certainement que dans ces calculs, l'imprévu n'entre pas. La découverte d'une seule région minière peut prolonger la réserve en charbon de quelques siècles. Dans tous les cas, des problèmes semblables nous conduisent à la conclusion que nous devons aussi économiser ce

combustible, comme le font d'autres pays, en le remplaçant par ce qui est moins épuisable, et surtout en le gardant en première ligne pour nos besoins à nous.

Les gaz naturels.

On peut économiser l'énergie extraite du pétrole et du charbon en utilisant celle du gaz naturel. Peu de monde connaît chez nous, spécialement dans l'ancien royaume, l'emploi et les perspectives du gaz naturel. Ils forment cependant une si grande source de richesse qu'ils méritent d'attirer notre attention à tous.

On sait que le gaz naturel est employé pour l'éclairage, le chauffage et pour l'obtention de force motrice. Un m³ de gaz naturel contient 8600 calories c. à d. à peu près deux fois plus qu'un Kgr. de charbon. Il ne produit pas de cendre, des scories ou de fumée. Il est très facilement transporté par tuyaux à de grandes distances, et peut porter les bienfaits de ses qualités jusque dans le dernier village et jusqu'à la plus petite usine ou atelier. (Voir: Ing. C. Moșaș. Problèmes industriels de Transylvanie).

Dans la «Câmpia Ardelească» (Mezőseg), ainsi dénommée (plaine ardélienne), on a trouvé pendant les dernières années

de grandes réserves de gaz naturel dont une grande partie a été déjà utilisée. Dans cette région, le territoire de gaz s'étend sur une superficie approximative de 530 km.². On trouve aussi à proximité d'Arad, d'Oradia-Mare et même de Sibiu du gaz naturel. On estime la réserve de gaz naturel à 240 milliards de m.³. Par les travaux faits jusqu'aujourd'hui, environ 2,5 millions de m.³ ont été mis à disposition par 24 heures.

Dans l'ancien royaume on estime à 1 $\frac{1}{2}$ milliard de m.³ le gaz sortant annuellement de la terre. Sur cette quantité seulement 70 millions de m.³ environ sont captés et utilisés aux exploitations de pétrole; le reste se disperse.

Par ces quelques données on peut voir quelles perspectives d'activité s'ouvrent devant nous sur ce terrain.

Houille blanche et houille verte.

La configuration du terrain de la Grande-Roumanie nous donne la possibilité d'utiliser la plus grande force hydraulique que peut avoir un pays. La cime des Carpathes traverse le milieu du pays et de cette cime partent dans toutes les directions des cours d'eau qui traversent notre territoire jusqu'à la mer. Sur le plateau de la Transylvanie ces cours sont plus réguliers et

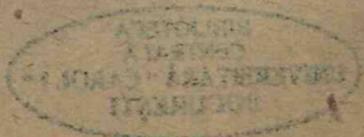
020093699 =

284

l'utilisation des forces motrices plus facile

La tendance de tous les états modernes est d'utiliser de plus en plus la force hydraulique, pour création de centrales électriques d'où serait ensuite distribuée l'énergie à toutes les usines et aux villages les plus éloignés. La force hydraulique est plus inépuisable que toute autre. C'est pourquoi, en France, on commence actuellement l'exécution d'un vaste programme d'utilisation de cette force, et de création de centrales électriques. Dans d'autres pays, des tendances identiques se font jour. Lorsque le monde entier suit cette voie d'économie du combustible, afin de s'assurer un avenir économique d'autant meilleur, nous ne ferions pas notre devoir envers notre peuple si nous n'utilisions pas, à cet effet, tous les moyens que la science et la civilisation modernes mettent à notre disposition, ainsi que toutes les sources de richesse que la nature nous offre dans ce pays.

Ce qui est utilisé aujourd'hui des eaux de la Grande-Roumanie est presque sans aucune importance. Il faut donc, à cet égard commencer tout de suite une œuvre nouvelle.



§ 4. Situation géographique et économique

Par notre situation géographique nous relions le centre de l'Europe aux continents voisins, l'Asie et l'Afrique. Le Danube et les grandes rivières, le Dniester le Pruth et la Theiss, forment des artères de communication qui vont jusqu'au cœur du continent. La mer qui baigne les régions roumaines nous conduit directement jusqu'aux centres les plus grands et les plus éloignés de l'industrie et du commerce mondial.

Nous sommes un pays de transit international et de croisement des richesses circulantes de tous les continents. C'est la situation la plus heureuse dont la nature ait jamais doté un pays, mais que nous n'avons pu utiliser jusqu'ici à cause des divisions politiques et des assujettissements économiques extérieurs.

Mais, c'est précisément à cause de cela que nous nous trouvons aujourd'hui au commencement de notre vie d'Etat unitaire, sans le cadre et la force d'exploitation de cette situation. Les cours de certaines grandes eaux intérieures sont irréguliers, et notre flotte de commerce, fluviale et maritime, est trop peu importante devant

le trafic de nos richesses ou de celles apportées pour nous, et devant le transit international à travers notre pays.

Les conceptions du temps, relatives à la liberté du commerce et du transit international, ne peuvent être réalisées sans ressentiment de notre part que, dans le cas où notre participation à nos eaux et à nos ports serait au moins tout aussi importante que celle d'autres peuples étrangers à ces eaux. La conception la plus parfaite ne peut être réalisée par la destruction et la ruine économique d'un peuple. Les transports sont une source réelle de revenus d'une économie nationale, et par l'exclusion à l'exploitation de cette source de revenus, un peuple, n'ayant pas la possibilité de mettre en valeur par lui-même le produit de son labeur, est condamné à la ruine et à la mort.

§ 5. La population de la Grande-Roumanie et son éducation professionnelle.

Plus les richesses d'un pays sont grandes et sa situation favorable, plus il s'impose à son peuple un effort puissant pour les conserver et les utiliser. Si le peuple est incapable de s'appropriier les instru-

ments de la production du temps, il sera insensiblement remplacé par un autre et ne pourra tenir cachées les richesses du pays, ni par la force des armes ni par la sauvagerie des procédés. C'est le devoir suprême de notre génération de produire les efforts nécessaires pour accomplir dans notre pays l'œuvre de la plus haute civilisation et de la technique la plus développée.

La Grande-Roumanie a une population de 17 à 18 millions d'habitants. Sur ce nombre, plus de 14 millions sont formés par les habitants des villages et 3 à 4 millions par les habitants des villes.

Sauf les éléments de l'administration, de l'enseignement et du culte, presque toute la population des villages est formée par les agriculteurs. Sur la population des villes c'est à peine si 1 $\frac{1}{2}$ million forme la classe ouvrière proprement dite.

Nous n'avons pas les concentrations énormes de population des pays les plus avancés d'aujourd'hui. Il semble que la technique économique moderne ne nous conduit pas fatalement à l'agglomération de population dans les villes, en même temps que le développement des industries.

Lorsque le transport par eau ou par terre se fait facilement, l'installation des

industries est conditionnée par la proximité de la matière première nécessaire, de la force motrice et de la main d'oeuvre suffisante et pas trop chère. A l'installation d'une industrie viable, il faut avant tout chercher l'endroit propice, c. à. d. ce que les économistes allemands avaient nommé *Standort der Industrie*. La politique économique de la Grande-Roumanie doit créer des industries aux endroits y indiqués, et tâcher de porter jusqu'à ces endroits la force motrice nécessaire.

L'agriculture doit être industrialisée au milieu même des régions de riche production agricole, l'industrie du bois est créée à proximité des forêts, des chutes et cours d'eau, l'industrie textile et la métallurgique ont aussi leurs endroits indiqués. La politique d'Etat doit suivre et faciliter cet arrangement naturel des choses et non pas lui donner une autre direction par des actions sociales irrationnelles et imprévoyantes.

Le premier et le plus incontesté des devoirs de l'Etat c'est de former la population à l'effet de pouvoir mettre en valeur les richesses nationales. Nous n'avons presque rien jusqu'à présent, par rapport à ce que nous impose la nouvelle situation de notre patrie. Le nombre restreint d'écoles que nous avons dans l'ancien,

royaume, ne nous donne pas tous les éléments demandés; et, en outre, beaucoup d'entre elles sont basées sur une imitation théorique et excellent par le manque d'accomodement à nos besoins réels.

Des branches importantes de production et d'industrie agricole, industries à base puissante et à grandes perspectives, commerce, que nous imposent nos rapports avec d'autres peuples, sont totalement dépourvues d'un enseignement correspondant. La routine et la tradition surannée gouvernent l'action nationale dans ces branches de travail, pendant que les perfections techniques d'ailleurs frappent aux portes de notre pays, non pour s'imposer à notre profit, mais pour nous transformer en de simples instruments aveugles, asservis à un but qui n'est pas le nôtre.

Si notre production nationale ne pourra soutenir la concurrence et si nous sommes obligés d'avoir recours aux systèmes protectionnistes, qui obèrent l'existence des consommateurs, ce sera dû principalement à notre manque de préparation professionnelle. Si'l n'y a pas d'unité et de coordination de forces dans notre économie nationale, ce sera dû au manque d'un enseignement économique systématique, qui empêche les haines et les con-

flits entre les classes productrices, et qui fixe un programme de labeur commun, pour la réalisation d'un vaste but d'agencement économique de tout un peuple.

Il ne doit pas y avoir un seul citoyen qui n'ait reçu un enseignement préparatoire accommodé à son métier. Il ne doit pas y avoir un citoyen qui n'appartienne pas à une association professionnelle par laquelle il recevrait, pendant tout le cours de sa vie, de nouveaux enseignements touchant sa profession. Ce n'est que de cette manière que le progrès réalisé quelque part se répand partout et peut être utilisé par toute la force de travail de la nation..

Ce vaste programme ne peut être seulement l'oeuvre de l'Etat. L'Etat peut en indiquer la voie mais pas la réaliser. C'est un problème au sujet duquel doivent se prononcer toutes les classes productrices du pays et c'est aussi le plus urgent.

§ 6. Accroissement de la production.

Il résulte de ce que nous avons exposé jusqu'ici que la Grande-Roumanie commence sa vie d'Etat dans une situation exceptionnellement bonne et a devant elle les plus belles perspectives.

En ce qui concerne les perspectives de demain, il n'y a pas un roumain et même un étranger qui ne les entrentoient pas. Elles ont aussi leur importance psychologique, parce qu'elles forment le stimulant des énergies latentes du peuple.

Mais la situation économique-réelle du moment n'est pas celle que nous pourrions nous figurer, par rapport aux immenses sources de richesse du pays, à sa situation géographique, à la force et à la santé morale de sa population.

Partout on ressent le manque du nécessaire à l'existence ou l'impuissance de l'acquérir : une population qui crie misère dans un pays d'abondance.

Pour le moment on ne travaille pas, mais on consomme seulement. Même la classe ouvrière, en grande partie, estime le labeur, dans le système actuel, comme une chose imposée qui ne durera plus.

Là où se trouve un ouvrier isolé, le travail l'exténue, l'abat, sans qu'un appui des courants nouveaux vienne améliorer son sort. Là où se trouve un groupement politique ouvrier, toute l'agitation est menée en base de la haine de classe et des exigences d'abolition de ce qui existe sans présenter un cadre de créations nouvelles. Ce sont les ondes d'un courant gé-

néral de destruction, qui traversent le monde entier.

Ces conjonctures imposent à l'État une grande prévoyance. Presque dans aucun pays qui a pris part à la guerre, les finances publiques ne sont pas équilibrées. Dans la Grande-Roumanie, les revenus publics ne sont pas concentrés et distribués, pas même pour des calculs statistiques : les dépenses dépassent des dizaines de fois les revenus. Les anciennes normes des dépenses ne peuvent plus être appliquées et de nouvelles n'ont pu être encore établies. Celui qui veut assurer l'avenir de l'économie publique regarde en vain autour de lui pour découvrir des sources de recette budgétaire, dans les revenus d'aujourd'hui des citoyens. Les revenus anormaux échappent au contrôle public, et les normaux ne sont pas suffisants pour alimenter les dépenses augmentées en proportion de l'accroissement des prix et de la dépréciation de la force d'achat de l'argent.

Quelle que soit la politique d'un gouvernement, dans la situation réelle d'aujourd'hui les finances publiques vont vers la faillite. Il faut qu'un changement radical intervienne dans l'activité de l'économie publique, pour arriver à un équilibre bud-

gétaire et éviter l'éclatement de la crise.
Par où faut-il commencer ?

L'économie internationale, dans laquelle vivent les peuples modernes, force chacun de ces peuples à diriger son action dans la même direction. Non par esprit d'imitation, mais pour nous soumettre à une nécessité décisive que, nous devons soutenir la lutte de concurrence avec d'autres peuples, afin de ne pas être évincés sur notre propre sol et exclus de la vie et de la civilisation du temps.

La crise dont nous souffrons sévit aujourd'hui chez presque tous les peuples. Les conducteurs de ces peuples et les économistes distingués du temps estiment que la cause principale de la crise actuelle est la diminution de la quantité des marchandises nécessaires à la consommation et la destruction ou l'usure des installations de production; le remède ils le voient dans la reconstitution de l'appareil de production et dans son rapide agrandissement.

Dans un rapport que Hoover, le chef suprême de l'approvisionnement de l'Europe, a présenté le 10 juillet 1919 au Conseil suprême économique, la situation précaire de l'Europe est caractérisée par l'expression: „la démoralisation des forces de

production". La capacité de production de l'Europe a diminué dans de fort grandes proportions à cause de la réduction de la main d'oeuvre, de l'épuisement des masses par suite des privations et de la tension nerveuse, provoqués par la guerre; du manque de matières premières et de la désorganisation ou destruction des usines.

Aussi grande que soit la production de l'Amérique, elle ne pourra couvrir les déficits de l'Europe; mais quand même elle le pourrait, les crédits accordés à cet effet ne sont que des avances à couvrir par des marchandises. S'ils ne sont pas couverts rapidement les crédits s'épuiseront. La seule solution est donc *l'augmentation immédiate de la production*. La hausse des prix, dont tout le monde se plaint, n'est pour la plus grande part, que la conséquence d'une production insuffisante.

Cette situation est reconnue par les dirigeants des pays européens, et tous font appel aux populations pour augmenter la production. Nitti, le premier ministre italien, inaugure sa politique économique par ces mots: «un labeur aussi intense que possible, une consommation restreinte et la plus grande production possible, est notre devise».

Au cours d'une séance de la Chambre des Communes, *Lloyd Georges* a annoncé à son peuple que de créancière du monde, l'Angleterre est devenue débitrice de l'étranger, c. à. d. de l'Amérique, justement pour le motif qu'elle a diminué sa production et que dans la situation actuelle elle n'est pas en état de l'augmenter. C'est un cri d'alarme destiné à être entendu en premier lieu par les ouvriers qui, d'après le premier ministre, dépassent parfois la limite tolérée pour l'existence même des industries.

La même préoccupation est ressentie aussi en France, qui semble commencer à peine après cette guerre à avoir recours à des gens plus préparés dans les questions économiques, et qui essaye une expansion économique.

Et, en Allemagne, jusqu'au socialiste *Kautsky* qui se détourne du but pour lequel il a combattu une vie entière, « l'organisation de la production et la distribution équitable du produit du travail », et dit qu'aujourd'hui le problème le plus urgent n'est pas le régime de la production, mais la production même.

La crise de sous-production que nous traversons est donc générale, et c'est d'elle que dérive en première ligne le renché-

rissement de la vie. Il est donc indispensable que tous nos efforts tendent à faire augmenter la production, et ceci n'est discuté par personne.

Il y a tout de même un problème à discuter, à savoir: quelle production sommes-nous en état de réaliser et d'augmenter, pour que nos efforts ne soient pas vains.

§ 7. Etat agraire ou industriel

Avant tout, pouvons-nous nous borner seulement à la production agricole, ou bien sommes-nous en état de devenir un pays industriel.

Cette question a beaucoup été discutée en Roumanie, d'avant guerre, et ils ne furent pas peu nombreux ceux qui critiquaient les essais des roumains de fonder certaines industries avec l'appui de l'Etat. Ces industries semblaient factices et les sacrifices de l'Etat pour les soutenir étaient en même temps des charges imposées aux consommateurs.

La situation change dans la Grande-Roumanie. *Nous avons toutes les conditions exigées par un pays industriel: les matières premières les plus variées et les sources d'énergie les plus riches.*

Il est donc tout aussi possible que

nécessaire même d'industrialiser la Roumanie :

1) *La production agricole est conditionnée par la production industrielle.*

Dans l'agriculture moderne, le machinisme a été introduit. Les instruments agricoles les plus simples sont le produit d'une grande entreprise industrielle et non celui d'un artisan tzigane d'autrefois. Mais, pour produire beaucoup on a besoin des machines et instrumens agricoles les plus perfectionnés. Avec notre système de production extensive, nous avons tout de même besoin d'une grande quantité de ces outils. Aujourd'hui, rien que pour atteindre le niveau de la culture agricole des régions de l'Ardeal, il nous faudrait augmenter notre stock d'instruments agricoles pour nous en servir dans l'ancien royaume et en Bessarabie. Cependant, l'agriculture de l'Ardal, elle même, n'a point encore atteint le degré culminant de la culture intensive.

C'est donc toute une industrie qui nous reste à créer pour satisfaire aux besoins de l'agriculture. Contrairement, celle-ci demeure assujettie aux marchés extérieurs ; et par la suite, la mise en valeur en toute liberté des produits agricoles nous échappe.

2. *La vie économique moderne est conditionnée par les moyens de communication et de transport par terre et par eau. Lorsque les locomotives et les wagons s'abîment ou manquent, lorsque les bateaux ne circulent plus sur les eaux intérieures et les mers jusqu'aux pays les plus éloignés, et lorsque les fils télégraphiques et téléphoniques ne peuvent plus nous relier, toute vie d'état cesse, la défense nationale et le maintien de l'ordre à l'intérieur ne sont plus possibles.*

Tous ces matériels peuvent être apportés d'ailleurs et en temps normaux sont offerts partout. Mais c'est précisément lorsque nous en avons le plus grand besoin qu'ils peuvent nous être refusés; la dépendance sous ce rapport étouffe toute liberté de mouvement d'un peuple. Rien que pour couvrir ces besoins, de vastes usines sont nécessaires dont quelques-unes existent dans les régions délivrées et peuvent être prises comme modèle.

3. *Le bien-être d'une population dépend de la manière dont le marché mondial apprécie ses valeurs nationales.*

La valeur des produits du labour d'un peuple est appréciée suivant une unité de mesure qui s'appelle sa valeur nationale. Mais les valeurs nationales des peuples

sont aussi mesurées entre elles, et il est possible que la valeur d'un peuple soit estimée deux ou trois fois meilleure que celle d'un autre. Dans notre cas, d'aujourd'hui, tous nos produits c'est-à-dire tout notre labeur est estimé deux ou trois fois plus mauvais que le même labeur que nous ferions en Angleterre, par exemple.

La cause de ce phénomène est connue aujourd'hui, à peu près, par tout le monde: *La somme des valeurs que nous portons au marché mondial est inférieure à la somme des valeurs que nous apportons du même marché mondial.*

La somme de ces valeurs est en liaison avec les quantités de biens et, à la fois, avec leur espèce. Pour rétablir au moins l'équilibre de notre budget commercial—ce vers quoi tendent aujourd'hui tous les peuples d'Europe—il faut que nous produisions assez pour diminuer les quantités à faire venir de dehors. C'est par la création d'industries adéquates que nous pourrons réduire l'énorme importation de produits industriels.

Peut-être même que ce procédé ne sera pas suffisant. Il faudra que nos envois sur le marché mondial aient une plus

grande valeur. En transformant dans le pays tous les produits de notre sol et du sous-sol, et en envoyant des articles fabriqués au lieu de matières premières, la valeur de l'exportation augmentera. Ainsi, il faudra envoyer de la farine au lieu de blé, des huiles végétales au lieu des graines oléagineuses, des meubles et de objets en bois à la place des bois bruts, des étoffes au lieu de laine, des produits pétroliers en place du pétrole brut etc.

Conséquemment, nous sommes obligés d'industrialiser la Grande-Roumanie et prendre ensuite place à côté des grands peuples modernes, en collaborant avec eux au progrès économique et technique général.

§ 8 Le régime économique.

Quel est celui qui pourrait aujourd'hui mettre en mouvement l'ensemble des forces latentes du peuple roumain pour voir doubler, en peu d'années, la production agricole, surgir des fabriques et des usines considérables; pour voir la mer et nos cours d'eau traversés de nombreux vaisseaux au pavillon national; les plaines sillonnées de voies ferrées et de chaussées, et les villages, éclairés à la lumière

électrique, avec une population saine et aisée.

L'état est tour à tour appelé à remplir cette oeuvre ou repoussé.

L'absolutisme patriarcal, classique, et le communisme résulté du bolchevisme moderne ont le même idéal: l'Etat seul dirige une communauté dans laquelle l'apport de travail de chacun est fixé et le produit réparti par les soins de la force représentative du peuple.

Nous nous trouvons, à l'heure qu'il est, sur les ruines de ces idoles déboulonnées tant par les absolutistes que par les bolchevistes.

Ce n'est point l'Etat qui puisse produire dans les conditions les plus avantageuses.

Le peu d'intérêt direct que les fonctionnaires, aussi consciencieux qu'ils soient, mettent à la conduite des entreprises économiques dont ils sont chargés, n'est point un stimulant pour le perfectionnement technique et l'accroissement de la production. C'est dans un semblable système routinier que, le défaut d'initiative et l'impuissance d'accommodement aux situations inconstantes s'enracinent, et qui sont fatalement les signes caractéristiques

téristiques des bureaucraties de tous les peuples et de toutes les époques.

L'individu agissant isolément n'est pas non plus capable de satisfaire aux exigences techniques de la vie économique moderne. Il fut un temps de transition, où le capital a été mis au service d'un entrepreneur, et, par des lois protectrices individualistes, des masses d'hommes ont été assujetties au capital et au capitaliste. Ces forces associées et rattachées par contrainte ont, jusqu'à un certain temps, satisfait aux exigences du perfectionnement technique. Les temps plus récents ont imposé, peu à peu, un changement à cet état de choses qui au jourd'hui se généralise.

La conception du capitalisme n'est plus la même que jadis. Le capital, instrument indispensable de la production moderne, se répand dans les masses profondes du peuple, pour se rassembler ensuite, en rassemblant, à la fois, ses possesseurs. Les associations des personnes à petit capital ont conquis la vie économique moderne, et ont accompli des œuvres que ni l'État ni l'individu seuls n'eussent osé concevoir.

Pendant, ce régime ne satisfait pas davantage les peuples contemporains et ne peut pas, non plus, nous contenter.

Les sociétés capitalistes ont saisi l'entrepreneur individualiste à la gorge, l'ont ramené aux activités médiocres et sont parvenues aussi à faire de l'État et ses dirigeants de simples jouets. Il n'y aurait aucun dommage, si à la place d'une organisation spéciale étayée en grande partie de fictions de l'esprit, à l'instar de l'ancien état, se substituait une organisation appuyée sur des réalités durables. Mais si l'on remplace la direction unitaire de l'État par celle des sociétés capitalistes, alors des classes entières d'hommes sont écrasées sous le poids de pareilles sociétés.

Il faut donc assurer l'existence des classes professionnelles. A cet effet, l'entreprise économique ne peut être aux mains ni d'un seul individu, ni d'une société capitaliste à pouvoirs illimités, pas plus qu'à la discrétion de l'État.

Les classes professionnelles d'un peuple doivent subsister par elles-mêmes et empêcher, par leur force constitutive et leurs organes représentatifs, toute limitation de leur activité. Ceux qui composent la classe des agriculteurs, des commerçants et, auprès de chacune de celles-ci, la classe des ouvriers qui n'ont aucune autre ressource que l'exploitation de leurs bras,

doivent se solidariser, mettant en commun leurs intérêts et leur activité, afin que, aucune autre influence étrangère d'elles ne vienne entraver leur liberté d'action.

Des institutions représentatives de chaque classe doivent se manifester comme des organes supérieurs de défense des intérêts respectifs. Et l'Etat, qui dirige et administre la vie de tout le peuple, doit s'appuyer seulement sur ces institutions, défendre les intérêts d'une classe professionnelle en conformité des desiderata de l'institution représentative respective, et pas autrement, et ne passer outre que lorsque l'harmonie des tendances de toutes les classes professionnelles l'exige.

Conséquemment, il nous faudra avoir des institutions représentatives supérieures, ou à nom connu, chambres d'agriculture, d'industrie, de commerce et de travail. L'état ne peut pas s'occuper de l'organisation de l'agriculture, de l'industrie du commerce ou du travail que par l'entremise de ces institutions-là, et ne peut pas harmoniser les intérêts de ces classes que par un conseil qui représente toutes les chambres d'agriculture, d'industrie, de commerce et de travail.

A cet effet, il faut que les chambres aient la possibilité d'intervenir dans les

rappports entre les facteurs de la production, leur prescrire les attributions et coordonner leur activité. En outre, les chambres doivent pouvoir jouer par elles-mêmes un rôle économique direct, provoquant des entreprises productives ou faisant des travaux d'intérêt général pour la classe respective, telles que: canalisations, irrigations, ports; organisant des musées et expositions, et, surtout, entretenant les écoles professionnelles et créant pour la jeunesse l'enseignement le plus approprié aux nécessités de chaque moment de la vie.

Attendu que, nous ne sommes pas les seuls au monde et que tout bien économique, comme nous le disions plus haut, est apprécié sous le jour de sa valeur mondiale, toutes ces institutions représentatives sont appelées à mettre en évidence la contribution de notre peuple au progrès économique général, en centralisant annuellement les types de production des entreprises les plus importantes du pays et de l'étranger. Nous trouvant à la frontière qui sépare l'Occident de l'Orient européen, si différents au point de vue culturel et de la production, cette mission des institutions représenta-

tives des classes professionnelles de Roumanie constitue un devoir.

Fédéralisme économique

Les chambres d'industrie, de commerce, d'agriculture et de travail sont, comme on le sait, des organes de direction et d'administration. La production proprement dite n'est pas leur rôle; car ces chambres, par la nature de leur formation, n'embrassent pas des entreprises productives.

Malgré toute l'activité de ces chambres la production demeurerait anarchique, les crises de sous-production et de surproduction séviraient souvent, avec leurs conséquences désastreuses pour ceux qui en seraient atteints, et on ne pourrait surtout pas comprendre ni défendre les véritables intérêts de notre économie nationale: quelles qu'en seraient les campagnes nationalistes menées et qui ne provoqueraient peut-être que des ressentiments dangereux.

L'ordre dans la production est acquis par suite de la constitution des entreprises productives similaires en sociétés, syndicats ou fédérations. Les coopératives et leurs fédérations, de toute branche économique; les syndicats agricoles, viticoles

etc.; les syndicats et les cartells industriels et même les syndicats ouvriers, ainsi que les consortiums financiers, sont des institutions économiques qui s'imposent dans le système économique de l'époque. C'est ici que prennent naissance les idées le plus avancées, c'est ici qu'on applique les procédés techniques le plus perfectionnés. Le désordre dans la production en est empêché, le gaspillage des matières premières ou du combustible est évité, les approvisionnements les plus favorables et leur distribution la plus rationnelle sont assurés; par le standard on assoit les bases les plus larges de la production.

Par ces fédérations productives, on assure même une répartition plus équitable des produits du travail humain et tout individu est préservé de l'oppression et l'exploitation de ceux avec lesquels il prend part au travail.

C'est le fédéralisme économique qui s'impose aujourd'hui.

Les rapports de travail.

Le régime économique a été tellement mauvais jusqu'à ce jour, chez nous surtout, que les classes ouvrières semblent avoir perdu toute confiance et n'être plus attirées par aucune nouvelle initiative.

Sous le régime économique imposé par notre époque, comme étant le meilleur, on ne peut commencer un travail avant d'établir, d'une façon précise, les rapports de travail avec toutes les garanties nécessaires qu'ils seront exécutés.

L'entrepreneur ne peut pas baser actuellement ses prétentions sur le principe de la liberté d'action, lorsqu'à côté il se trouve une masse d'hommes qui ne comprennent pas vouer leur travail à une entreprise dont ils ne partagent ni les bénéfices, ni la direction. Et, il n'est pas indifférent à l'Etat ou à la société, lorsqu'un entrepreneur, par la puissance du capital et des instruments de production dont la possession est garantie par le respect de l'ordre établi, impose des conditions de travail à un ouvrier.

Et, l'Etat, par son action directe, ne peut pas défendre un ouvrier qu'il ne soit pas exploité par un entrepreneur ou même par une association capitaliste.

Ce n'est que l'association des travailleurs les syndicats ouvriers, qui puisse offrir à chaque ouvrier la force de traiter d'égal à égal avec le patron, afin d'établir de commun accord la manière de conduire l'entreprise, la rétribution de la main d'oeuvre et le partage équitable des

bénéfices. L'Etat moderne ne peut pas s'opposer à une pareille conception.

Les syndicats ouvriers sont par conséquent une institution d'ordre public, et doivent être légalement reconnus, ainsi que doivent l'être également leurs moyens d'action, tels que seraient les grèves.

On aurait donc d'une part des syndicats ouvriers, et d'autre part des associations d'entrepreneurs, qui traiteraient ensemble et fixeraient le sort et la marche d'une entreprise. La devise du temps est: *nul travailleur qui n'appartienne à un groupe professionnel.* En tout cas, en ce qui concerne la solution des conflits, issus des rapports de travail, l'Etat ne peut intervenir qu'à la requête des syndicats ou groupements professionnels.

D'une manière pratique, il est nécessaire que l'on crée *des offices mixtes de directive*, comprenant des patrons et des ouvriers qui prennent part à la direction de l'entreprise et établissent des contrats-type de travail. L'Etat ayant à sa charge le maintien de l'ordre public, qui comprend entre autres la garantie de la propriété et de la liberté, a le devoir de faire respecter l'application des décisions prises par ces offices mixtes.

Dans cette vie professionnelle, on crée

un droit spécial duquel ne peut approcher la plus large interprétation du droit civil. Une juridiction spéciale a pris naissance dans les dernières dizaines d'années, et, à partir d'aujourd'hui, c'est son triomphe : *Les chambres arbitrales et les tribunaux professionnels créent un nouveau droit et une nouvelle jurisprudence.* Il ne faut pas que nous hésitions à dire que la conception du nouveau droit est, dans la plupart des cas, diamétralement opposée à la conception du droit classique dont l'origine remonte aux Romains.

Toutes ces institutions de réglementation des rapports de travail sont ailleurs des réalités, mais chez nous elles n'existent pas. A cet égard, il nous faut tout créer ; l'expérience des autres peut au moins nous servir à éviter les erreurs.

A l'aide du système préconisé, on peut sans encombre traverser la crise du moment et nous acheminer vers une économie nationale florissante.

§ 9 Situation politique et financière

Toute la vie économique est influencée par la situation financière. Si les rapports de valeurs sont aujourd'hui changés dans le monde entier, cela est dû, en grande partie, à la situation financière résultant

tée dans tous les pays de la guerre mondiale.

Une affluence de monnaie, c'est à-dire de l'unité de mesure des valeurs, telle qu'on n'avait encore jamais vue, a fait fléchir la puissance d'achat de l'argent.

Certaines circonstances ont contribué à ce que les rapports de valeurs entre les marchandises ne se maintinssent plus. Cette situation de fait avait ébranlé un moment la confiance du monde dans le système monétaire et la pratique de la vie nous conduisait au troc des anciens temps.

Le moment critique n'est pas encore disparu, et la solution du problème financier est une question de vie pour bien des peuples d'Europe.

La situation financière de la Roumanie ne serait pas des plus mauvaises ; mais, à cause du manque de toute action de l'Etat, action appropriée aux circonstances du moment, il est créé chaque jour des difficultés tellement grandes que nous irons rapidement, si l'on n'y prend garde, à un désastre certain. Les conjonctures politiques générales ont empêché les préoccupations de cette nature, mais le fait doit être reconnu.

La circulation monétaire actuelle de la Grande-Roumanie ne peut être connue

de façon précise. Outre l'émission de la Banque Nationale, nous devons tenir compte aussi des billets estampillés de la monnaie fiduciaire émise par la Banque Générale, du temps de l'occupation allemande, ainsi que des couronnes autrichiennes, toujours estampillées, apports de la Transylvanie et de la Bucovine, et dont la somme totale n'est connue qu'avec certaine approximation. Cette somme est dans tous les cas supérieure à celle qui ressort des registres des bureaux d'estampillage. A ces monnaies nous devons ajouter les roubles de Bessarabie, dont la somme est inconnue, et qui augmente d'autant plus qu'ils sont plus dépréciés en Russie, malgré toute la surveillance à la frontière.

Quand même un désastre complet du rouble et de la couronne survenait à l'extérieur, nous ne pourrions toutefois pas, par raisons économiques nationales intérieures, décréter leur nullité. D'autre part, ces trois monnaies ne peuvent circuler à l'intérieur du pays sans produire les plus grandes perturbations dans notre vie économique et créer un état permanent d'incertitude des richesses. *L'Etat n'a pris aucune mesure jusqu'ici pour l'unification de la valeur nationale.*

ce qui fait que nous sommes un pays à trois valeurs nationales. N'était-ce que ce fait, et encore une amélioration réelle de la valeur nationale serait impossible.

Une routine inopportune a empêché la Banque Nationale d'embrasser toute la question et d'unifier la valeur.

Plus encore, dans la situation financière actuelle, la Banque Nationale a presque perdu le contact avec le marché financier et dans tous les cas ne décide plus de sa marche. Les Banques commerciales n'ont plus recours à son appui et ne sont plus, par conséquent, dans sa dépendance. Les entreprises économiques ne sont pas financées par la Banque Nationale. Lorsque le besoin s'en ressent, les banques commerciales augmentent leur capital par de nouvelles émissions fort recherchées par les capitaux qui s'offrent sur le marché.

Dans les régions roumaines ralliées, les actions de la Banque Nationale ne sont même pas connues, parce qu'elle n'a pas étendu son activité jusque là. Quand même les Banques de ces régions eussent voulu travailler avec la Banque Nationale, la chose leur aurait été impossible, car elles sont habituées à un rées-

compte au dessous de celui usité par la Banque Nationale.

Une réforme radicale de la Banque Nationale est donc nécessaire, réforme qui changerait sa base d'émission, afin de rendre possible l'unification de la valeur nationale, en harmonisant de la sorte ses opérations avec les conjonctures actuelles, pour acquérir le rôle de conductrice et pour mettre ordre sur le marché financier.

L'Etat doit fixer son plan budgétaire en se créant les ressources nécessaires pour les dépenses indispensables, et ne pas transformer la Banque Nationale en une fabrique de papier monnaie par ses emprunts souvent répétés, car ceci conduit non seulement au désastre des finances publiques, mais aussi à l'anéantissement de toutes les valeurs que nous possédons et contribue à alourdir de façon insupportable la vie de la population.

§ 10. Le capital roumain et étranger dans les entreprises.

Les Banques commerciales ont déjà commencé leur oeuvre de mise en valeur des richesses et de l'énergie nationale. Nous n'avons eu que quelques mois de tranquillité et de consolidation intérieure relative et nous assistons

à la mise en train d'une foule d'entreprises financières

Nous ne devons cependant pas nous laisser leurrer: il n'y a pas eu de guerre, de quelque importance dans le courant du dernier siècle, qui n'ait pas été suivie d'une propension exagérée vers de nouvelles formations économiques, qui presque toutes se sont effondrées dans un krach financier, réduisant à l'indigence bien de modestes chefs de famille, enrichis pour une année.

On remarque actuellement le même symptôme sur notre marché. Des entreprises destinées à ne vivre que quelques semaines, qui n'ont commencé aucun travail et n'ont pas la perspective d'en commencer de longtemps encore, voient leurs actions s'élever à des valeurs fantastiques. Le devoir de l'État est de nous épargner les expériences douloureuses, surtout alors qu'elles sont connues et prévues avec une exactitude mathématique.

Mais, s'il est nécessaire de réfréner les exubérances pernicieuses, il est encore plus nécessaire d'ouvrir une large voie aux entreprises productives et de leur faciliter la marche.

Les richesses de notre pays ne doivent

pas attendre que leur mise en valeur soit différée.

Si nous ne le faisons pas assez vite d'autres viendront le faire.

Pour obvier à cette dernière triste éventualité, il nous faut mettre à l'oeuvre.

Ici, se pose un problème qui décide de l'avenir de notre économie nationale : *pouvons nous mettre en valeur toutes nos richesses rien qu'avec le capital national, ou bien devons-nous ouvrir nos frontières au capital étranger ?*

Nous devons nous rendre compte que la pléthore de monnaie sur notre marché ne signifie pas capital, et qu'elle ne forme tout au plus qu'un élément de celui-ci, destiné spécialement à l'acquisition de la force de travail dans les entreprises.

Pour que la production nationale commence et que les bases d'une industrie nationale soient assises, nous avons besoin de tout un appareil de production que nous devons faire venir.

Pour l'acquisition de ce dernier notre papier monnaie ne nous sert de rien. Ce n'est qu'avec notre surplus en céréales, bois et pétrole que nous pouvons acheter ce qui nous est nécessaire pour les nouvelles installations. Si nous nous bornions à ce calcul de modeste et sage chef de fa-

mille, nous devrions attendre longtemps car ce surplus ne peut couvrir les besoins d'une reconstitution urgente.

L'emprunt d'État émis à cet effet serait une mauvaise opération financière. L'État ne peut contracter des dettes directement que pour des opérations destinées à augmenter ses revenus et, indirectement, ceux de chaque entrepreneur, mais il n'a pas le devoir ni la possibilité de financer des entreprises privées, car non seulement il ruinerait les finances publiques, mais il ne poserait même pas une base solide à l'entreprise à laquelle il aurait voulu venir en aide.

Il est donc naturel que pour la grande majorité des entreprises privées on ouvre les frontières à la participation du capital étranger, sans préférence d'un capital étranger quelconque. Nous devons toutefois bien expliquer que l'apport étranger doit venir sous forme d'outillage et de certaines matières premières. Le travail, depuis le plus fini jusqu'au plus brut sera roumain, et la répartition du produit en sera faite conformément aux lois intérieures relatives au régime économique et la réglementation des rapports de travail. Une accapARATION par les étrangers de certaines de nos sources de richesse n'est plus à concevoir

aujourd'hui, lorsque les mouvements ouvriers et les nouvelles vues, dans la question des rapports de travail, empêcheraient plutôt le fonctionnement d'une entreprise dont la direction serait dans des mains étrangères. Le capital et l'expérience étrangers doivent se trouver à côté du capital et de la main d'oeuvre du pays roumain comme participants et auxiliaires.

Il y a cependant certaines entreprises économiques dont dépend la défense nationale ou qui conditionnent à tel point le fonctionnement de toute l'économie nationale, qu'elles rendent nécessaire l'exclusion de tout élément étranger de leur direction. Ainsi serait, par exemple, l'exploitation des sources d'énergie, des moyens de communication, des ports, etc.

Ici, le capital étranger peut être appelé, aussi, mais pas comme participant. Les entreprises de cette sorte, lorsqu'elles seraient organisées sous forme de sociétés par actions, au lieu de monopole de l'État, *ne peuvent pas avoir leurs actions dans des mains étrangères, pour donner à celles-ci le droit à la direction.*

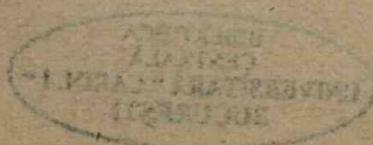
Toutefois, *outre ce capital en actions pour la constitution et la direction des entreprises, il peut y avoir besoin d'un capital d'opérations plus grand. C'est là que peut être appelé le capital*

étranger dans n'importe quelle proportion, en lui offrant en dehors des inlérêts, la participation même aux bénéfices.

Participation de l'Etat aux entreprises.

L'Etat ne peut manquer ni à la direction ni à la participation aux bénéfices, dans les entreprises où la défense nationale ou bien le conditionnement de toute l'économie nationale sont en jeu. L'apport de l'Etat est justement ce qui constitue l'objet de ces entreprises et sa part est décisive.

Aujourd'hui, lorsque les domaines de l'Etat sont pour la plupart disparus, et avec eux une source importante de revenus publics, lorsque les charges laissées par la guerre sont si lourdes que le meilleur système d'impôts serait difficilement supporté par la population; lorsque la monopolisation de certaines entreprises diminue le revenu de leur objet à cause de l'impuissance de l'Etat de l'exploiter rationnellement : la seule perspective qui lui est ouverte, pour faire face à ses besoins financiers, est précisément la participation à certaines entreprises productives. C'est là le système préconisé dans les grands Etats avancés d'Europe, que les temps actuels nous imposent en même temps que le dégrèvement



de l'Etat de certaines dépenses, qui doivent être passées aux corporations ou aux groupements professionnels dont nous avons parlé plus haut.

Ce sont là les principes de politique économique et financière que la science et les recherches objectives nous indiquent dans les circonstances données. Leur accomplissement est œuvre d'hommes, passionnés et imparfaits; ce n'est pas la faute de la science s'ils ne les comprendront pas ou ne pourront pas les réaliser.



VERIFICAT
2017

BIBLIOTECA
CENTRALĂ
UNIVERSITARĂ "CAROL I"
BUCUREȘTI